

# La Turquie doit-elle faire partie de l'Europe ?

par Roger AKL

Mon arrière grand-père maternel (chaldéen) a eu une chance inouïe. Quand le sultan Abdulhamid, dit le rouge, visita sa ville de Dyarbakir, il décida d'habiter chez mon ancêtre.

L'accueil lui plut. C'est pour cela que, plus tard, un émissaire du sultan fut envoyé prévenir mon arrière grand-père avant les massacres des chrétiens de Turquie (1896) et lui signifia de fuir avec toute sa famille. C'est ainsi que mon grand-père devint directeur turc des finances de la ville de Saïda et épousa ma grand-mère. Ma famille paternelle n'était pas aussi illustre. Mais, comme toute famille maronite de la montagne libanaise, elle eut à subir le joug ottoman durant cinq siècles. Puis mes parents accueillirent avec bonheur le mandat français et l'indépendance, premier essai démocratique réunissant des musulmans et des non musulmans qui dura une trentaine d'années.

C'est dire que j'ai ingurgité les relations entre Turcs et non Turcs, musulmans et non musulmans avec le lait maternel. Mais d'autres que moi connaissent mieux l'expérience turque jusque dans ses plus petits détails. C'est pour cela que je leur laisse le soin de parler des droits de l'homme, du négationnisme turc, de l'occupation illégale, depuis trente ans, d'une partie du territoire d'un Etat de l'UE, Chypre, et de l'exode forcé de ses habitants grecs, remplacés par des colons turcs. Je ne parlerai pas non plus de l'oppression systématique des minorités religieuses et ethniques (Arméniens, Grecs, Assyriens, Chaldéens, Juifs, Kurdes, Alaouites, Zoroastriens...). Un chiffre seulement : Les chrétiens originaires de Turquie étaient encore au début du XXème siècle 25% de la population. Ils sont aujourd'hui moins de 1%.

Je parlerai donc seulement de certains contresens, des désinformations de la propagande franco-turque et des contradictions de la politique française :

\_ La vision de l'Europe est divisée en deux tendances, une Europe transatlantique et de marché et une Europe puissance.

L'Europe puissance recherche une fédération européenne assurant une vision, une défense, une politique étrangère et des valeurs communes.

L'Europe transatlantique doit compter pour sa défense sur l'appui de l'OTAN, des Etats-Unis et de la Turquie. D'où la nécessité d'inclure la Turquie, membre de l'Otan, disposant d'un droit de veto lors de l'utilisation des moyens armés de cette organisation.

\_ Les penseurs des deux bords s'accordent sur le fait qu'une Europe puissance ne peut voir le jour *que* sans la Turquie. La France est presque le seul pays à vouloir faire de l'Europe une puissance capable d'influencer le cours des événements à l'échelle mondiale.

La contradiction française consiste à demander à la fois une Europe puissance et une entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

On a aussi dit que la question de l'ouverture des discussions d'adhésion sur l'entrée de la Turquie en Europe n'avait rien à faire avec le referendum sur la constitution européenne. Le président de la république a aussi expliqué que les Français seraient appelés à un referendum sur l'entrée de la Turquie une fois qu'elle serait décidée « dans dix ou quinze ans ».

Or, ce dernier referendum devra être décidé par un autre président. De plus, la nouvelle constitution européenne doit remplacer le droit de veto d'un pays de l'Union par la majorité qualifiée.

Que vaudrait un referendum en France repoussant l'adhésion de la Turquie, alors qu'il se passerait sous l'égide d'une constitution européenne qui prendrait ses décisions à la majorité qualifiée ?

Les deux questions sont donc liées. C'est pour cela qu'une ouverture des discussions sur l'adhésion de la Turquie, *avant* un referendum sur la constitution, pourrait probablement influencer les Français et les Européens à voter contre la constitution si nécessaire à l'avenir de l'Europe.

Il est donc temps de définir clairement et avant le referendum sur la constitution les limites géographiques, les valeurs et l'identité de l'Europe si on ne veut pas risquer de la voir rejeter.

Parmi les désinformations turques, on peut citer l'accusation que le fait de nier à la Turquie musulmane son « droit » à participer à l'Union montre que l'Europe est un « club chrétien ».

L'Europe, n'est sûrement pas un « club chrétien ». L'Europe vient de montrer qu'elle renie ses origines judéo-chrétiennes et l'apport du christianisme à sa démocratie et à sa laïcité découlant de la séparation de la religion et de l'Etat. C'est bien du christianisme qu'est tirée la phrase célèbre : « rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu ».

Quant à ne pas vouloir la Turquie parce qu'elle est musulmane, cette sentence est incomplète. La Turquie n'est pas seulement musulmane, mais sa république dite laïque a éliminé par l'oppression, la menace et beaucoup d'injustices ses 25% de non musulmans, devenant ainsi musulmane à 99%. « Ce n'est pas l'Europe qui est un club chrétien », a dit avec raison un politicien français, « mais la Turquie qui est un club musulman ».<sup>1</sup>

Cela ne suffit pas. Après la mort de Mustapha Kemal, la Turquie a dérivé lentement mais sûrement vers l'islamisme. A tel point que l'armée turque, garante de la constitution, a dû faire trois coups d'Etat pour la défendre.<sup>2</sup> Mais ce n'était que partie remise. Les élections législatives ont ramené au parlement une majorité islamiste dirigée par Erdogan. Ce dernier avait été condamné pour ses déclarations islamistes extrêmes. Pourtant la presse occidentale lui a donné le qualificatif de « modéré ».

Le plus important est que la démocratie occidentale et l'islamisme ne sont pas compatibles.<sup>3</sup> Ce n'est pas un jugement de valeurs mais un constat. Car l'islam est une religion de « pouvoir » terrestre qui a sa constitution et ses lois politiques, éthiques, sociales, civiles, etc., qui seraient peut-être meilleures que celles occidentales (du moins aux yeux des musulmans), mais dont certaines sont contradictoires avec les lois des démocraties occidentales.<sup>4</sup> Par exemple, suivant la loi islamique, il n'y a pas d'égalité entre les croyants musulmans et ceux des autres religions ou les non croyants. Les droits de l'homme supposés universels ne sont pas les mêmes, comme l'égalité entre l'homme et la femme.<sup>5</sup> L'islam est la religion des droits. Ceux de la femme y étaient définis bien avant qu'on s'en soucie en Occident. Seulement ces droits ne peuvent plus être changés sans ouvrir la porte à une

---

<sup>1</sup> Le Figaro, 23 Octobre 2004, P. 7

<sup>2</sup> 1960, 1971 et 1980. En 1997, Erbakan a été évincé par un « coup d'Etat postmoderne ».

<sup>3</sup> Erol Ozkoray, politique internationale, automne 2003, P. 281, écrit que « la démocratie et l'islam politique sont deux notions incompatibles ».

<sup>4</sup> Idem. Ozkoray écrit : « L'islam est une religion communautaire et un projet politique global dont l'aboutissement naturel ne peut être que le totalitarisme ».

<sup>5</sup> Déclaration de M. Fabius sur RTL citant les ministres islamistes des affaires étrangères, réunis sous la présidence du ministre turc et attaquant l'Union Européenne pour avoir condamné « la lapidation des femmes qui n'est que l'application de la charia » (cité le 26 Octobre par AFP).

nouvelle interprétation du Livre saint, le Coran. Or, seul un calife peut le faire chez les sunnites. Le dernier a été renversé par la République turque.

C'est pourquoi on peut douter de la bonne foi d'Erdogan. Il utiliserait la carotte de l'entrée de la Turquie en Europe pour se débarrasser de l'armée garante de la laïcité. Une fois l'armée éliminée et l'entrée de la Turquie en Europe assurée, rien ne pourra empêcher une majorité parlementaire islamiste de changer la constitution pour l'adapter à la charia. Les sirènes européennes auraient alors servi à faire échec à l'expérience de modernisation de l'Etat turc commencée par Ataturk. Nous comprenons maintenant la précipitation du gouvernement Erdogan à satisfaire l'Europe. L'application de la charia en Turquie passe par sa victoire sur l'armée, garante de la laïcité, une entrée dans l'UE, un vote populaire « démocratique » renforçant les partis islamistes et leur donnant une presque unanimité au parlement, ouvrant la porte à un retour à la charia. Que fera alors l'Europe dont un Etat appliquera la loi islamique ?

L'entrée de la Turquie en Europe aura une incidence néfaste à la fois sur la Turquie et sur l'Europe :

\_ Les musulmans européens seront attirés par le pôle islamique de l'Etat turc.

\_ Les peuplades islamiques turcophones d'Asie (200 millions), auraient des facilités pour la double nationalité turque. Elles afflueront en Europe avec leurs consœurs turques. Elles réclameront, avec les populations musulmanes européennes, le droit à la différence, à commencer par le voile. Elles exigeront ensuite l'application aux musulmans des lois musulmanes, arguant du droit à la liberté de croyance et faisant entrer l'Europe dans le communautarisme.<sup>6</sup> Les populations européennes affolées se précipiteront dans les bras des mouvements populistes européens. Commencera alors une balkanisation de l'Europe.

\_ La Turquie encouragera sûrement une naturalisation des peuples turcophones d'Asie pour augmenter le nombre de ses députés au parlement européen. D'ailleurs, quand les Turcs deviendront européens, ainsi que les Kurdes et les Alaouites de Turquie, comment empêcher l'entrée en Europe des Etats turcophones et des kurdes d'Irak, de Syrie (qui réclame le sandjak d'Alexandrette) et d'Iran ? Comment empêcher ces trois Etats de réclamer leur rattachement à l'Europe car une partie de leur population sera « européenne » ? On a qualifié la Turquie d'Européenne, car héritière de l'Empire ottoman. Tous les pays de cet empire pourront alors réclamer logiquement leur appartenance à l'Union, dont le Liban, la Syrie, l'Irak et même Israël et les Palestiniens, sans oublier l'Arabie saoudite et l'Egypte, y important leurs problèmes et leurs divisions. N'oublions pas que tout le Sud et l'Est de la Méditerranée étaient assujettis à la Porte (de même qu'une partie de l'Arménie rasée aujourd'hui !).

\_ Une entrée de la Turquie en Europe, supposée empêcher le « choc des civilisations » ne fera que l'envenimer. Car, la Turquie, alliée aux Etats-Unis et à Israël, est mal vue par les Etats arabes, l'Iran, mais aussi l'Arménie et la Russie. Le choc des civilisations deviendra un choc multiple avec l'islam et l'orthodoxie chrétienne. L'Europe ne pourra plus être un arbitre impartial dans les conflits du Moyen-Orient et du Caucase.

Nous voyons ainsi que le mariage entre la Turquie et l'Europe est un mariage contre nature qui nuira à la fois à l'Europe, à la Turquie et surtout à la seule expérience de démocratisation d'un grand Etat musulman.

Pourtant l'Europe voudrait intégrer la Turquie pour encourager les expériences de démocratisation des pays musulmans, Mais les expérimentations doivent se faire là où leur

---

<sup>6</sup> Ozkoray, op. cit.

échec possible ne risque pas d'entraîner des conséquences incalculables sur l'équilibre de la planète. On ne peut pas prendre des risques avec la Turquie et surtout la construction européenne.

Par contre, il y a un tout petit pays où le dialogue entre musulmans et non musulmans se vit depuis plus d'un millénaire. Ce dialogue n'a pas toujours été pacifique. Il y a eu des combats, des oppressions, mais aussi des moments de convivialité, de vie en commun et même un essai démocratique de partage du pouvoir entre musulmans et non musulmans. Cette expérience en « laboratoire » se passe toujours actuellement au Liban dont les deux communautés principales sont les plus modérées et les plus aptes à réussir dans cette mission si utile au monde. Les Libanais n'y ont pas encore réussi. Le Liban a même subi l'échec d'une guerre sectaire prolongée et sauvage. Mais elle n'a pas été due au seul facteur libanais. Elle a été causée surtout par de nombreuses interventions régionales et internationales, dans le cadre des luttes entre les supergrands, et envenimée par le conflit israélo-arabe.

Pourtant cette expérience est nécessaire au monde et actuellement à l'Europe. Il faut la faire réussir, non en chassant la Syrie comme on l'a fait avec Saddam Hussein, mais en provoquant une conférence internationale dans le but de trouver les moyens d'isoler l'expérience libanaise des facteurs extérieurs qui la dénaturent, comme la guerre israélo-arabe et ses conséquences sur les populations : Exodes, réfugiés, massacres, attentats, pauvreté, famine.

Le Liban pourra alors redevenir le pays « message » de paix et d'amitié entre humains, religions et races. Quant à l'Europe et à la Turquie, rien ne les empêche de continuer à s'aimer tout en faisant chambre à part, en attendant la réussite de l'expérience libanaise.